



Assemblée générale

Distr. générale
28 janvier 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires

Document d'après session

101^e session (4-13 novembre 2013)

I. Introduction

1. Le présent document rend compte des activités menées ainsi que des communications et des cas examinés par le Groupe de travail à sa 101^e session, tenue du 4 au 13 novembre 2013.

II. Activités

2. Le 8 novembre 2013, le Groupe de travail a tenu une consultation d'experts sur les disparitions forcées et les droits économiques, sociaux et culturels. Au cours de la demi-journée de débat thématique, des spécialistes de différentes régions du monde ont débattu de la question de l'indivisibilité des droits de l'homme et des rapports entre les disparitions forcées et les droits économiques, sociaux et culturels. Le Groupe de travail rendra compte à ce sujet au Conseil des droits de l'homme en 2014.

III. Communications

3. Entre sa 100^e et sa 101^e session, le Groupe de travail a porté, selon sa procédure d'action urgente, 18 cas à l'attention des pays suivants: Émirats arabes unis (1), Iraq (7), Népal (1), Pakistan (1), Pérou (1), République arabe syrienne (4) et Yémen (3).

4. À sa 101^e session, le Groupe de travail a décidé de porter 41 cas de disparition forcée nouvellement signalés à l'attention de 10 États. Il a également élucidé 15 cas, respectivement en Arabie saoudite (1), au Chili (5), aux Émirats arabes unis (1), en Namibie (1), au Pakistan (2), en République arabe syrienne (2) et à Sri Lanka (3). Sur ces 15 cas, 8 ont été élucidés à partir d'informations fournies par les gouvernements et 7 à partir d'informations émanant d'autres sources.

5. Entre sa 100^e et sa 101^e session, le Groupe de travail a envoyé 6 lettres d'intervention rapide, conjointement avec d'autres mécanismes des procédures spéciales: Algérie (2), Colombie (2) et Kenya (2). Il a aussi envoyé 9 appels urgents, conjointement

GE.14-10645 (F) 110314 120314



* 1 4 1 0 6 4 5 *

Merci de recycler



avec d'autres mécanismes des procédures spéciales, concernant des personnes qui avaient été arrêtées, placées en détention, enlevées ou autrement privées de liberté, qui avaient été victimes de disparition forcée ou qui risquaient de disparaître à Bahreïn, en Chine, en Fédération de Russie, au Kazakhstan, en République arabe syrienne et au Soudan.

6. Durant sa 101^e session, le Groupe de travail a aussi examiné 5 allégations générales concernant respectivement la Colombie, le Guatemala, l'Indonésie, le Maroc et le Mexique.

IV. Informations concernant les disparitions forcées ou involontaires dans des États examinées par le Groupe de travail au cours de sa session

1. Albanie

Informations reçues du Gouvernement

7. Le 25 octobre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication sur 1 cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider ce cas.

Informations émanant d'autres sources

8. Des sources ont fourni des informations sur 1 cas en suspens.

2. Algérie

Lettre d'intervention rapide

9. Le 20 août 2013, le Groupe de travail a envoyé au Gouvernement une lettre d'intervention rapide concernant des allégations faisant état d'un recours excessif à la force contre des parents de victimes de disparition forcée pendant une manifestation pacifique tenue le 27 juin 2013 à l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparition forcée, ainsi que de l'arrestation ultérieure de ces personnes.

10. Le 18 octobre 2013, le Groupe de travail a envoyé une autre lettre d'intervention rapide concernant des allégations faisant état d'un recours excessif à la force contre des parents de victimes de disparition forcée pendant une manifestation pacifique tenue le 29 septembre 2013, ainsi que de l'arrestation ultérieure de ces personnes. Cette manifestation avait été organisée afin de dénoncer les dispositions de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale.

Informations reçues du Gouvernement

11. Le Groupe de travail a continué d'examiner les informations transmises par le Gouvernement le 5 février 2013. Des renseignements concernant 100 cas en suspens ont été analysés au cours de la session et n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ces cas.

Informations émanant d'autres sources

12. Des sources ont fourni des informations sur 7 cas en suspens.

Observations

13. En ce qui concerne les allégations de recours excessif à la force contre des parents de victimes de disparition forcée évoquées dans les lettres d'intervention rapide, le Groupe de travail tient à exprimer sa profonde préoccupation et à rappeler la résolution 21/4

du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil demande instamment aux États de prendre des mesures pour protéger efficacement, entre autres, les défenseurs des droits de l'homme qui luttent contre les disparitions forcées, ainsi que les familles des personnes disparues, contre les intimidations, les persécutions, les représailles ou les mauvais traitements dont ils pourraient faire l'objet.

3. Angola

Informations reçues du Gouvernement

14. Le 8 juillet 2013, le Gouvernement a répondu à une lettre d'intervention rapide envoyée le 10 juin 2013 au sujet de la détention au secret présumée de M. Emiliano Catumbela («Ticreme») et des allégations d'arrestations arbitraires et d'intervention excessive de la part de policiers contre 8 autres défenseurs des droits de l'homme qui participaient à une veille. Dans sa réponse, le Gouvernement a notamment indiqué que «M. Emiliano Catumbela dit «Ti Cream», âgé de 22 ans, [avait] été libéré le mardi 25 juin 2013 sur décision du Procureur général de la République à la Direction nationale de police judiciaire et attendra[it] en liberté son jugement pour répondre des accusations» dont il fait l'objet.

15. Le 30 septembre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication sur 2 cas en suspens. Les informations fournies n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider ces cas.

16. Dans la même communication, le Gouvernement a répondu de nouveau à la lettre d'intervention rapide susmentionnée. Il a notamment indiqué ce qui suit: «Ce qu'il s'est passé, c'est que pendant les manifestations, certains manifestants se sont révoltés contre les policiers: l'un d'eux a même frappé un policier à la tête avec une bouteille cassée. Certains manifestants, dont six personnes, ont donc été conduits au poste de police. Là, la procédure n° 2176/13-MA a été suivie et a abouti à l'arrestation du citoyen Emiliano Catumbela Lumbugululo pour tentative d'assassinat au titre d'une combinaison des articles 11, 106 et 349 du Code pénal.».

Observations

17. Le Groupe de travail souhaiterait remercier le Gouvernement de ses réponses à la lettre d'intervention rapide. Il se félicite d'apprendre que M. Catumbela a été remis en liberté le 25 juin 2013. À cet égard il souhaite rappeler l'article 2 de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées selon lequel aucun État ne doit commettre, autoriser ou tolérer des actes conduisant à des disparitions forcées.

4. Argentine

Informations reçues du Gouvernement

18. Le 6 août 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication sur 1 cas en suspens comptabilisé dans les statistiques concernant le Pérou. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ce cas.

19. Le Groupe de travail a décidé de suspendre l'application de la règle des six mois pour 1 cas.

5. Bahreïn

Appels urgents

20. Le 28 août 2013, le Groupe de travail a transmis un appel urgent concernant des allégations selon lesquelles M^{me} **Rihanna al-Musawi** et M^{me} **Nafeesa al-Asfoor** auraient fait l'objet de détention arbitraire, torture et mauvais traitements et n'auraient pas bénéficié de garanties judiciaires pendant leur détention, ainsi que des allégations de détention arbitraire à l'égard de M. **Abas al-Asfoor**, dont on ignore actuellement le sort.

6. Bélarus

Informations reçues du Gouvernement

21. Le 24 octobre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication sur 3 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ces cas.

Observations

22. Le Groupe de travail espère que le Gouvernement continuera de coopérer avec le mécanisme. À cet égard, il souhaiterait rappeler la résolution 21/4 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil exhorte les États à coopérer avec le Groupe de travail et à l'aider à s'acquitter efficacement de son mandat, ainsi que la résolution 7/12, dans laquelle le Conseil exhorte les gouvernements concernés à intensifier leur coopération avec le Groupe de travail sur toutes mesures prises en application des recommandations que le Groupe de travail leur a adressées.

7. République centrafricaine

Communiqué de presse

23. Le 5 août 2013, le Groupe de travail a publié un communiqué de presse sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine. Dans ce communiqué de presse, les experts exhortaient les autorités en place à prendre immédiatement des mesures pour mettre un terme à toutes les violations des droits de l'homme, y compris les disparitions forcées, et à veiller à ce qu'il n'y ait aucune impunité pour les auteurs de ces violations.

Observations

24. À propos de ce communiqué de presse, le Groupe de travail tient à exprimer de nouveau sa profonde préoccupation face aux allégations de disparitions forcées dans le pays. Il souhaiterait rappeler l'article 2 de la Déclaration, selon lequel «aucun État ne doit commettre, autoriser ou tolérer des actes conduisant à des disparitions forcées».

8. Chili

Élucidation

25. Sur la base des informations fournies par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer 5 cas en suspens comme élucidés à l'expiration du délai prescrit par la règle des six mois.

9. Chine

Appels urgents

26. Le 9 août 2013, le Groupe de travail a transmis un appel urgent au Gouvernement au sujet d'une série d'arrestations arbitraires, de mauvais traitements en détention et de détentions au secret dans le pays, ainsi que d'actes d'intimidation contre des défenseurs et des militants des droits de l'homme.

27. Le 1^{er} octobre 2013, le Groupe de travail a transmis un deuxième appel urgent au Gouvernement concernant des allégations selon lesquelles 2 personnes auraient été empêchées de se rendre à Genève pour assister à un séminaire de formation sur les mécanismes des Nations Unies, ainsi que d'autres allégations selon lesquelles l'une d'elles aurait été victime de disparition forcée.

28. Le 22 octobre 2013, le Groupe de travail a transmis un troisième appel urgent au Gouvernement au sujet de l'arrestation et de la détention de 20 personnes, dont certaines avaient disparu, en lien avec leur participation à des manifestations pacifiques ou à des campagnes en faveur des droits de l'homme dans diverses régions du pays.

Communiqué de presse

29. Le 16 octobre 2013, le Groupe de travail a publié un communiqué de presse concernant les représailles dont auraient fait l'objet des militants à l'occasion de l'Examen périodique universel de la Chine. Dans ce communiqué de presse, les experts se disaient sérieusement préoccupés par des informations selon lesquelles des défenseurs chinois des droits de l'homme qui souhaitaient participer à une importante évaluation par l'Organisation des Nations Unies de la situation des droits de l'homme en Chine auraient été victimes de représailles. Le Groupe de travail était particulièrement inquiet du fait que la famille d'une personne placée en détention n'aurait pas reçu d'informations sur cette détention.

Observations

30. À propos de ce communiqué de presse, le Groupe de travail souhaiterait rappeler l'article 10 de la Déclaration, selon lequel «des informations exactes sur la détention [de toutes les personnes privées de liberté] et sur le lieu où elles se trouvent, y compris sur leur transfert éventuel, sont rapidement communiquées aux membres de leur famille, à leur avocat ou à toute personne légitimement fondée à connaître ces informations, sauf volonté contraire manifestée par les personnes privées de liberté.».

10. Colombie

Lettre d'intervention rapide

31. Le 2 août 2013, le Groupe de travail a envoyé une lettre d'intervention rapide concernant des menaces de mort qui auraient été proférées contre des membres du Mouvement national des victimes de crimes d'État (MOVICE) et de l'Association régionale des victimes de crimes d'État du Magdalena Medio (ASORVIMM) à l'issue d'une cérémonie tenue les 5 et 6 juillet 2013 durant laquelle ces personnes se seraient vu remettre la dépouille de plusieurs disparus.

32. Le 13 septembre 2013, le Groupe de travail a transmis une autre lettre d'intervention rapide concernant l'assassinat présumé d'un avocat et des actes présumés d'intimidation et de stigmatisation et des menaces de mort contre des avocats travaillant sur des cas de violations des droits de l'homme, notamment de disparitions forcées.

Allégation générale

33. Le Groupe de travail a reçu des informations de sources fiables concernant les obstacles rencontrés dans l'application en Colombie de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

34. D'après les informations reçues, des disparitions forcées continuent de se produire en grand nombre en Colombie. Selon les chiffres de l'Institut national de médecine légale et de science médico-légale, le nombre total de personnes portées disparues s'élevait à 74 361 au 31 août 2012, dont 18 638 victimes de disparition forcée.

35. Entre le 7 août 2010 et le 31 août 2012, 486 cas de disparitions forcées présumées ont été signalés. Sur ce nombre, 40 personnes ont été retrouvées mortes et 68 ont été retrouvées vivantes. Le sort et la trace de 378 victimes demeurent inconnus. Parmi le nombre total des personnes portées disparues, 104 sont des femmes (25 %), 382 des hommes (57 %) et 73 des enfants (18 %), dont 33 filles et 40 garçons.

36. La source indique que le nombre total de disparitions forcées pour cette période, déjà alarmant, pourrait être plus élevé encore puisque les différentes bases de données publiques ne sont pas complètement centralisées. À cet égard, la source observe par exemple que 7 000 de disparitions forcées présumées signalées au titre de la loi justice et paix (loi n° 975/05) ne seraient toujours pas consignées au registre national des personnes disparues.

37. Le Groupe de travail a également été informé qu'un certain nombre de défenseurs des droits de l'homme avaient été victimes de disparition forcée ces dernières années. À cet égard, il a été signalé que 6 défenseurs des droits de l'homme avaient fait l'objet de disparition forcée en 2011. La source mentionne par exemple la disparition forcée d'un militant écologiste, Miguel Ángel Pabón Pabón, le 31 octobre 2012, dans le Magdalena Medio. M. Pabón faisait partie du Mouvement colombien pour la défense des territoires et des individus affectés par les barrages «Rios Vivos». La source indique qu'il y avait une base militaire et que des groupes paramilitaires étaient présents dans la région lorsque cette disparition s'est produite. Elle cite un autre exemple de disparition, celle du responsable du mouvement pour la restitution des terres, Manuel Ruiz, ainsi que celle de son fils de 15 ans, le 23 mars 2013. Leurs corps ont été retrouvés par la communauté cinq jours plus tard. Manuel Ruiz et son fils avaient été gardés à vue par la police juste avant de disparaître, du fait apparemment de membres paramilitaires.

38. De plus, le Plan national de recherche n'aurait pas le mandat juridique ni l'efficacité nécessaires pour s'acquitter de sa mission. À cet égard, si la loi n° 1408/2010 a apparemment permis de faire des progrès s'agissant du droit à l'information et à la participation des victimes de disparition forcée, son décret d'application n'a toujours pas été promulgué. Les recherches entreprises pour retrouver les personnes disparues n'ont pas non plus donné les résultats escomptés.

39. En outre, les auteurs de disparitions forcées demeureraient, dans la grande majorité des cas, impunis. L'application de la loi justice et paix laisserait sérieusement à désirer et les ordonnances du Gouvernement et les résolutions du Bureau du Procureur contribueraient dans la pratique à affaiblir encore les droits des victimes, contrairement à ce qui a été établi par l'arrêt C-370 (2006) de la Cour constitutionnelle. Les résolutions 3398 (2006) et 0387 (2007) du Bureau du Procureur général et le décret n° 315 de 2007 limitent par exemple la participation des victimes aux procédures envisagées par la loi justice et paix.

40. D'autre part, la loi n° 1448 du 10 juin 2011, dite loi pour les victimes, bien que constituant un progrès dans la protection des droits des personnes disparues et de leur famille, exclut de la définition des victimes les «membres de groupes armés illégaux». Il s'ensuit que des membres de groupes de guérilla (réels ou perçus comme tels) qui ont été

victimes de disparition forcée ne seront pas considérés comme des victimes et que leur famille sera privée du droit à la réparation et à la vérité. La source affirme également que le «Cadre juridique pour la paix» contient plusieurs dispositions qui sont contraires au droit des familles à la justice.

41. La source indique par ailleurs que des membres d'organisations de familles de disparus auraient été régulièrement menacés et agressés. En particulier, le 24 janvier 2013, Martha Elena Díaz Ospina, fondatrice et présidente de l'Association des familles unies par une même douleur (AFUSODO), organisation qui vient en aide aux mères de victimes de disparition forcée du fait de l'armée et qui est membre de la branche atlantique du Mouvement national des victimes de crimes d'État, a reçu une menace de mort signée par le groupe paramilitaire Los Rastrojos. Entre juillet et septembre 2012, plusieurs menaces auraient été dirigées contre l'Association des parents de détenus disparus (ASFADDES) et ses membres; l'organisation aurait aussi été surveillée et ses activités photographiées. La source indique également que la Fondation pour les droits de l'homme Nydia Erika Bautista (FNEB) et ses dirigeants auraient fait l'objet à plusieurs reprises d'opérations d'espionnage illégales. Fin novembre 2012, par exemple, la FNEB a signalé qu'elle était surveillée et contrôlée par un policier ainsi que par un individu se déplaçant dans un véhicule officiel. Bien que documentés et signalés, ces incidents n'auraient pas donné lieu à des enquêtes. La source souligne que la FNEB est sous la protection de l'État depuis mi-2011.

Observations

42. Le Groupe de travail est profondément préoccupé par les allégations d'assassinat ou de menaces de mort concernant des avocats s'occupant de cas de disparitions forcées. À cet égard, il tient à rappeler l'article 13 de la Déclaration, selon lequel «des dispositions sont prises pour que tous ceux qui participent à l'enquête [sur une disparition forcée], y compris le plaignant, l'avocat, les témoins et ceux qui mènent l'enquête, soient protégés contre tout mauvais traitement et tout acte d'intimidation ou de représailles» (par. 3), et «des dispositions sont prises pour garantir que tout mauvais traitement, tout acte d'intimidation ou de représailles ainsi que toute autre forme d'ingérence lors du dépôt d'une plainte ou pendant la procédure d'enquête soient dûment sanctionnés» (par. 5).

11. République populaire démocratique de Corée

Procédure ordinaire

43. Le Groupe de travail a porté 12 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure ordinaire. Conformément aux méthodes de travail du Groupe, le Gouvernement de la République de Corée a reçu une copie de ces cas.

44. Le premier cas concernait M. **Gi-man Eom**, qui aurait été enlevé le 7 août 1968 quand *Deoksu-2 ho*, le bateau de pêche sur lequel il travaillait, aurait été capturé par des forces de la République populaire démocratique de Corée. M. Eom n'avait pas 18 ans lors de son enlèvement présumé.

45. Le deuxième cas concernait M. **Gwang-mo Jeong**, qui aurait été enlevé le 5 juin 1970 quand *I-2*, le navire de guerre sur lequel il servait, aurait été capturé par des forces de la République populaire démocratique de Corée.

46. Le troisième cas concernait M. **Dal-young Kim**, qui aurait été enlevé le 4 février 1972 quand le bateau sur lequel il travaillait, *Anyoung 35-ho*, aurait été contraint par des navires militaires coréens de pénétrer dans les eaux de la République populaire démocratique de Corée.

47. Les quatrième et cinquième cas concernaient **M. Mu-su Nam** et **M. Jeong-yeol Nam**, dit aussi Jeong-lyeol Nam, qui auraient été enlevés le 9 juin 1972 quand *Yupungho*, le bateau de pêche sur lequel ils travaillaient, aurait été capturé par des forces de la République populaire démocratique de Corée.

48. Le sixième cas concernait **M. Hyeob-ju Park**, qui aurait été enlevé 15 février 1974 quand *Suwon-ho 33*, le bateau de pêche sur lequel il travaillait, aurait été capturé par des forces de la République populaire démocratique de Corée.

49. Les septième et huitième cas concernaient **M. Seung-min Choi**, âgé de moins de 18 ans au moment des faits, et **M. Min-kyo Lee**, qui auraient été enlevés en août 1977 par un agent de la République populaire démocratique de Corée alors qu'ils se trouvaient en vacance sur l'île d'Hongdo.

50. Les neuvième et dixième cas concernaient **M. Young-shik Hwang** et **M. Wan-sang Jeong**, qui auraient été enlevés le 6 janvier 1971 quand *Huiyoung 37*, le bateau de pêche sur lequel ils travaillaient, aurait été capturé dans la mer Jaune par des forces de la République populaire démocratique de Corée.

51. Les onzième et douzième cas concernaient **M. Byeong-gi Lee** et **M. Jang-won Kim**, qui auraient été enlevés le 20 novembre 1965 quand *Myeongdeok-ho*, le bateau de pêche sur lequel ils travaillaient, aurait été capturé dans la mer du Japon par des forces de la République populaire démocratique de Corée.

Informations reçues du Gouvernement

52. Le 7 octobre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant 1 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ce cas.

12. République dominicaine

Informations reçues du Gouvernement

53. Le 2 juillet 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant 1 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ce cas.

Observations

54. Le Groupe de travail tient à rappeler que, conformément à son mandat humanitaire, il peut examiner des cas même lorsque ceux-ci sont examinés par d'autres mécanismes relatifs aux droits de l'homme.

13. Guatemala

Allégation générale

55. Le Groupe de travail a reçu des informations de sources fiables concernant les obstacles rencontrés dans l'application au Guatemala de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

56. Pendant le conflit armé qui a eu lieu au Guatemala (1962-1996), le recours aux disparitions forcées par les forces de sécurité de l'État aurait été une pratique systématique. D'après les informations reçues, plus de 45 000 personnes auraient été victimes de disparition forcée; un petit nombre de ces cas ont été résolus, et les auteurs dûment jugés et condamnés.

57. La source indique que depuis 2009, des progrès notables ont été réalisés en ce qui concerne la poursuite, l'arrestation et la sanction de certains des responsables de graves violations des droits de l'homme commises pendant le conflit armé interne, notamment de disparitions forcées. Les sources citent l'exemple des condamnations prononcées dans les affaires de Choatalúm (2009) et d'el Jute (2009) et dans le cas d'Edgar Fernando García (2010), pour crimes de disparition forcée.

58. D'après les sources, ces progrès étaient dus à la dynamique constante et déterminée entretenue par les victimes et leurs représentants, ainsi qu'au rôle déterminant de certains procureurs, magistrats et juges. À cet égard, la source a mis en avant la requête formulée par le Procureur de district et la décision prise à cet égard par la chambre criminelle de la Cour suprême selon laquelle les jugements de la Cour interaméricaine des droits de l'homme concernant l'État guatémaltèque devaient être directement applicables dans les cas de graves violations des droits de l'homme, notamment de disparition forcée, et les autorités devaient être tenues de rouvrir ou de poursuivre les enquêtes sur les cas en suspens depuis plusieurs années. En outre, 2009 a vu la création à la fois du Tribunal de première instance et du tribunal de la ville de Guatemala chargé de juger les crimes liés au trafic de drogue et les crimes environnementaux, dits tribunaux «de haut risque» ou «à fort impact», qui sont compétents pour connaître de tels crimes où qu'ils aient été commis sur le territoire guatémaltèque. Depuis 2011, ces tribunaux ont prononcé plusieurs condamnations contre des policiers, des militaires et des agents paramilitaires impliqués dans de graves crimes et violations des droits de l'homme, notamment contre plusieurs responsables du massacre de Plan de Sánchez et les responsables de la disparition forcée d'Edgar Enrique Sáenz Calito (2012) et d'Edgar Leonel Paredes Chegüen (2013).

59. En dépit de ce qui précède, la source ajoute que ces progrès limités risquent de marquer le pas étant donné la nouvelle position judiciaire de l'État qui fait que les enquêtes pénales sur les cas de disparition forcée n'avancent pas et que les jugements de la Cour interaméricaine des droits de l'homme concernant la responsabilité internationale de l'État en matière de disparition forcée ne sont pas suivis.

60. Le Guatemala prétendrait notamment qu'il n'est pas possible d'enquêter sur les disparitions forcées survenues durant le conflit armé puisque le crime de disparition forcée n'était pas sanctionné par la loi pendant cette période et que ces cas seraient prescrits. Selon la source, le Guatemala a affirmé devant le Comité contre la torture comme devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme que les incidents présumés signalés comme crimes de disparition forcée ne pouvaient pas être qualifiés en droit pénal parce qu'ils avaient eu lieu avant la promulgation du décret portant modification du Code pénal et incriminant les disparitions forcées (décret n° 33-96); ceci compte tenu et dans le plein respect des droits procéduraux relatifs à la rétroactivité du droit pénal.

61. L'État prétend en outre, selon la source, que la loi d'amnistie interdit les enquêtes pénales sur les disparitions. Il affirme que les accords de paix ont autorisé les recherches historiques sans ramifications judiciaires et qu'un accord d'amnistie a été négocié entre le Gouvernement et les guérillas, avec la participation de l'ONU et l'appui de pays amis. Cette amnistie a fait l'objet d'un débat public et été approuvée par le Congrès. Si cet accord n'avait pas été signé, il n'y aurait pas eu de paix ni d'issue au conflit armé. Suite à l'adoption de l'accord d'amnistie, les procédures judiciaires ont commencé et ont été interprétées comme ne relevant pas du contexte des dispositions négociées et convenues en ce qui concerne les exceptions prévues par l'accord d'amnistie. D'après la source, il s'en suit que l'État refuse de se conformer aux jugements de la Cour interaméricaine des droits de l'homme concernant les disparitions forcées, qui demandent l'adoption d'une série de mesures de réparation, notamment l'ouverture d'enquêtes approfondies sur les faits de façon à identifier, poursuivre et punir les responsables. L'État prétend également que la Cour interaméricaine des droits de l'homme n'est pas compétente à cet égard *ratione temporis*.

62. La source ajoute que cette position de l'État à l'égard des instances susmentionnées n'est ni isolée ni accidentelle mais représente la «nouvelle» position des autorités guatémaltèques au sujet des graves violations des droits de l'homme qui se sont produites pendant le conflit armé. Selon les autorités, les instances tant internationales que nationales ne sont pas compétentes pour connaître des cas de disparition forcée.

63. La source se dit par ailleurs préoccupée par l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 20 mai 2013 annulant la condamnation d'Efraín Ríos Montt pour crime de génocide et crimes contre l'humanité. Elle affirme qu'il y a un profond sentiment de frustration chez les victimes et leurs familles, qui, six mois après l'annulation du jugement, attendent toujours un nouveau procès.

64. Enfin, la source affirme qu'il n'existe pas au Guatemala de système pour obtenir des informations génétiques qui permettraient de déterminer le sort et de préciser l'identité des personnes disparues. L'appui de l'État au titre de la recherche, de l'exhumation et de l'identification des personnes disparues serait en outre insuffisant.

14. Guinée

Procédure ordinaire

65. Le Groupe de travail a porté 2 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure ordinaire.

66. Le premier cas concernait M. **Ibrahima Bah**, qui aurait été enlevé le 28 septembre 2009 par des agents des forces de l'ordre, peut-être des Bérets rouges, dans le stade de Conakry.

67. Le second cas concernait M. **Mamadou Sow**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 28 septembre 2009 dans le stade de Conakry. Selon les informations reçues, M. Sow, qui participait à une manifestation dans le stade, aurait disparu après les premiers coups de feu.

15. Inde

Informations reçues du Gouvernement

68. Le 8 août 2013, le Gouvernement a transmis une réponse à un appel urgent qui lui avait été adressé le 28 septembre 2012 concernant de nouveaux actes de harcèlement à l'égard de membres du Mouvement populaire contre l'énergie nucléaire et d'autres défenseurs des droits de l'homme, et contenant des allégations selon lesquelles on ignorerait le sort de trois personnes. Dans sa réponse, le Gouvernement indique ce qui suit:

La Haute Cour de l'État du Tamil Nadu ... a observé que les contestataires procédaient à la dégradation de biens publics, menaçaient de fermer des établissements privés, endommageaient des véhicules et forçaient [des membres de] la population à prendre leur parti. L'intervention de la police visant les contestataires près de l'usine de Koodankulam était destinée à rétablir la loi et l'ordre dans cette zone. [La Haute Cour] a examiné également les allégations de recours excessif à la force de la part de la police et établi que le principe de proportionnalité avait été respecté. Ces allégations ont donc été rejetées par la Haute Cour. Compte tenu de ce qui précède ... les allégations contenues dans l'appel urgent conjoint sont sans fondement.

69. Le 28 août 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication sur 1 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ce cas.

Observations

70. Le Groupe de travail souhaiterait remercier le Gouvernement de sa réponse à l'appel urgent conjoint et tient à rappeler l'article 13, paragraphe 1, de la Déclaration, selon lequel «lorsqu'il existe des raisons de croire qu'une personne a été victime d'une disparition forcée, l'État défère sans délai l'affaire à [une autorité de l'État compétente et indépendante pour qu'elle procède immédiatement et impartialement à une enquête approfondie], même si aucune plainte n'a été officiellement déposée. Cette enquête ne saurait être limitée ou entravée par quelque mesure que ce soit.».

16. Indonésie

Informations émanant de sources

71. Des sources ont fourni des informations sur 1 cas en suspens.

Allégation générale

72. Le Groupe de travail a reçu des informations de sources fiables concernant les obstacles rencontrés dans l'application en Indonésie de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

73. D'après les informations reçues, le 30 septembre 2009, le Parlement indonésien avait recommandé au Président et au Gouvernement de mettre en œuvre les recommandations de la Commission nationale des droits de l'homme (Komnas HAM) ci-après:

a) Le Président devait établir un tribunal des droits de l'homme ad hoc pour les cas de disparition de militants survenus en 1997-1998;

b) Le Président et les institutions compétentes devaient rechercher et retrouver les 13 militants toujours portés disparus;

c) Le Gouvernement devait prévoir des mesures de réparation et de réadaptation pour les familles des victimes;

d) Le Gouvernement devait ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

74. La source affirme que, si une procédure est actuellement en cours en vue de la ratification de la Convention, les trois autres recommandations n'ont toujours pas été appliquées. Elle déclare que le Médiateur de la République indonésienne, agissant à la demande des familles des disparus, a établi que le Président était responsable de mauvaise administration et avait violé le principe de bonne gouvernance en ne donnant pas suite aux recommandations du Parlement.

75. Selon la source, la non-application des recommandations du Parlement constitue une violation de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et un obstacle à la réalisation des droits des familles des personnes disparues à la vérité, la justice et la réparation.

17. Iraq

Actions urgentes

76. Le 10 septembre 2013, le Groupe de travail a transmis 1 communication faisant état de 7 cas, concernant 7 résidents du Camp d'Ashraf, à savoir M^{me} **Mahnaz Azizi**, M^{me} **Vajihe Karbalaey**, M^{me} **Lila Nabahat**, M^{me} **Zahra Ramezany**, M^{me} **Fatehma Sakhie**, M^{me} **Fatemeh Tahoori** et M. **Mohammad Ratebi**, qui auraient été enlevés dans le camp le 1^{er} septembre 2013 par des forces irakiennes.

Informations reçues du Gouvernement

77. Le 4 novembre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant 7 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ces cas.

Informations émanant d'autres sources

78. Des sources ont communiqué des informations sur 7 cas en suspens.

18. Kazakhstan**Appels urgents**

79. Le 30 octobre 2013, le Groupe de travail a transmis un appel urgent concernant la disparition présumée du poète et acteur social engagé, M. **Aron Atabek**, alors qu'il se trouvait en détention.

19. Kenya**Lettre d'intervention rapide**

80. Le 31 juillet 2013, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement une lettre d'intervention rapide concernant le harcèlement et l'intimidation présumés de familles de victimes de disparition forcée et de 8 défenseurs des droits de l'homme du fait de leur coopération avec le Groupe de travail.

81. Le 26 septembre 2013, le Groupe de travail a transmis une autre lettre d'intervention rapide concernant l'assassinat d'un avocat des droits de l'homme, M. **Peter Wanyama Wanyonyi**, et le harcèlement et l'intimidation présumés de familles de victimes de disparition forcée et de défenseurs des droits de l'homme du fait de leur coopération avec le Groupe de travail.

Observations

82. Le Groupe de travail est profondément préoccupé par l'assassinat présumé d'un avocat des droits de l'homme et par les mesures de harcèlement et d'intimidation dont feraient l'objet les familles de victimes de disparition forcée mentionnées dans les lettres d'intervention rapide. À cet égard, le Groupe de travail tient à rappeler l'article 13 de la Déclaration, qui dispose que «des dispositions sont prises pour que tous ceux qui participent à l'enquête [sur une disparition forcée], y compris le plaignant, l'avocat, les témoins et ceux qui mènent l'enquête, soient protégés contre tout mauvais traitement et tout acte d'intimidation ou de représailles» (par. 3) et que «des dispositions sont prises pour garantir que tout mauvais traitement, tout acte d'intimidation ou de représailles ainsi que toute autre forme d'ingérence lors du dépôt d'une plainte ou pendant la procédure d'enquête soient dûment sanctionnés» (par. 5). Le Groupe de travail souhaiterait également rappeler que, dans sa résolution 21/4, le Conseil des droits de l'homme demande instamment aux États de prendre des mesures pour protéger efficacement les témoins de disparitions forcées ou involontaires, les défenseurs des droits de l'homme qui luttent contre les disparitions forcées, ainsi que les avocats et les familles des personnes disparues, contre les intimidations, les persécutions, les représailles ou les mauvais traitements dont ils pourraient faire l'objet.

20. République démocratique populaire lao

Informations reçues du Gouvernement

83. Le 23 octobre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant 2 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ces cas.

Informations émanant d'autres sources

84. Des sources ont communiqué des informations sur 1 cas en suspens.

21. Libye

Procédure ordinaire

85. Le Groupe de travail a transmis 1 cas concernant **M. Malik Idris Mohamed al-Fassi**, lequel aurait été vu pour la dernière fois le 27 janvier 2012 à la mosquée de la ville d'Emsallata, après les prières du vendredi. M. Al-Fassi aurait été arrêté par des membres de la milice rebelle Katiba d'Emsallata.

22. Mexique

Allégation générale

86. Le 13 septembre 2013, le Groupe de travail a transmis au Gouvernement 1 allégation générale.

87. Le Groupe de travail a reçu des informations de sources fiables concernant les obstacles rencontrés dans l'application au Mexique de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

88. D'après les informations reçues, une liste apparemment dressée par le Bureau du Procureur général (*Procuraduría General de la República*) du Mexique aurait été publiée le 20 décembre 2012, établissant à 20 851 pour les six dernières années le nombre des personnes portées disparues, y compris les victimes de disparition forcée. Selon les sources, le Gouvernement a publié en février 2013 certaines sections de cette liste, qui, à la date de leur publication, comprenaient 16 121 noms.

89. Les sources ajoutent que la liste n'est probablement ni exhaustive ni précise; il se peut que certaines personnes portées disparues soient retournées chez elles et que certaines familles n'aient jamais signalé des disparitions. En outre, la liste telle qu'elle a été établie serait très générale et ne ferait pas de distinction entre les disparitions forcées, les enlèvements, les absences délibérées et les cas d'identité oubliée. De plus, certaines personnes réapparues ultérieurement n'ont pas forcément été rayées de la liste tandis que de nombreux cas de disparition forcée documentés par des organisations des droits de l'homme n'y figurent pas. Les sources ajoutent qu'en dépit de toutes ses imperfections, la liste prouve clairement que des milliers de Mexicains ont fait l'objet de disparition forcée, et ce au su du Gouvernement.

90. Selon les sources, la liste contient des précisions sur chaque personne portée manquante ou disparue, notamment son âge, son sexe, la date et le lieu de sa disparition, les vêtements qu'elle portait, sa profession et quelques autres renseignements succincts. La liste, présentée sous forme de tableau Excel, aurait été établie par le Bureau du Procureur général avec des données soumises par les procureurs des États et contrôlées par le Gouvernement fédéral.

91. Les sources ajoutent que la liste semble confirmer le nombre de disparitions et les problèmes d'identification indiqués par d'autres institutions. Elles affirment que, d'après la Commission nationale des droits de l'homme, plus de 7 000 personnes tuées au Mexique au cours des six dernières années se trouvent à la morgue ou dans des fosses communes sans avoir été identifiées. La Commission indique qu'entre 2006 et mi-2011, plus de 18 000 Mexicains ont été portés disparus.

92. D'après les sources, le Congrès mexicain a adopté une loi portant création d'un Registre national des personnes manquantes ou disparues (*Registro Nacional de Datos de Personas Extraviadas o Desaparecidas*) obligeant le Gouvernement à établir une base de données pouvant être utilisée pour faciliter le suivi des cas de disparition. Le règlement d'application correspondant aurait mis plusieurs mois à être adopté et ne serait toujours pas pleinement observé.

93. Selon les sources, la liste établie montre en outre que les autorités sont incapables d'appliquer une méthode et des procédures claires pour collecter à l'échelle nationale des données fiables sur les cas de disparition forcés signalés. Cette incapacité compromettrait l'efficacité des enquêtes sur les disparitions forcées et les chances de retrouver et d'identifier les victimes.

94. Enfin, les sources affirment que le Gouvernement s'est engagé à supprimer de la liste les données qui ne correspondent pas à des cas de disparition en cours, mais la méthode à employer à cet égard n'est pas claire et aucun résultat n'a été présenté.

23. Maroc

Informations reçues du Gouvernement

95. Le 18 septembre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant la découverte des corps de 8 personnes, qui auraient été enterrées dans une fosse commune à Fadret Leguiaa.

Allégation générale

96. Le Groupe de travail a reçu des informations de sources fiables concernant les obstacles rencontrés dans l'application au Maroc de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

97. Entre 1975 et 1993, plus de 400 cas de disparition auraient été dénombrés sur le territoire du Sahara occidental, qui seraient imputables aux forces de sécurité marocaines. Près de 80 % de ces disparitions auraient eu lieu entre 1975 et 1977.

98. Des restes humains auraient été trouvés en février 2013 à Fadret Leguiaa, dans la région de Smara, près d'Amgala et de Meheris, dans une zone placée sous la supervision de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO). Une équipe de médecins légistes aurait exhumé deux fosses et trouvé les corps de 8 personnes. Après une analyse anthropologique et un examen ADN, elle aurait conclu que ces corps étaient ceux de 8 personnes, dont 2 mineurs, qui avaient été exécutées par balles et enterrées superficiellement. Les victimes étaient des Bédouins qui vivaient de l'élevage de chameaux et de chèvres. D'après la source, ce cas correspond à des exécutions extrajudiciaires qui ont été signalées par un témoin oculaire des événements survenus le 12 février 1976.

99. La source affirme également que le rapport de l'Instance Équité et Réconciliation (IER) et d'autres rapports du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) ne contiennent pas d'informations appropriées sur ces disparitions. Des renseignements ont été fournis sur 4 des 8 personnes identifiées. Aucune information n'a été communiquée sur les

4 autres, bien qu'elles aient été arrêtées le même jour et au même endroit et qu'un membre de la famille de l'une d'entre elles ait saisi l'IER le 25 novembre 2003, puis de nouveau le 13 décembre 2004, sans résultat. La source indique également que les informations fournies sur 4 des 8 cas sont inexactes puisque ces personnes auraient été arrêtées à Amgala puis conduites au commissariat de Smara, où elles seraient mortes en détention.

100. La source indique que d'autres fosses communes sont connues et ont été identifiées par des familles ou des survivants. La plupart seraient situées sur le territoire du Sahara occidental qui se trouve de facto sous administration marocaine. Il y en aurait d'autres à proximité de centres de détention au Maroc. La source indique en particulier que des informations font état de l'existence d'une fosse commune à Lemsayed mais que l'État n'a jamais enquêté à ce sujet.

101. La source affirme d'autre part que le droit des familles à la vérité n'est pas respecté, qu'aucune enquête n'a été ouverte et que les auteurs des disparitions n'ont pas été punis.

102. D'après la source, la majorité des membres de la famille des personnes disparues vivent actuellement dans des camps de réfugiés et sont pour la plupart des femmes. La source affirme en outre que ces victimes n'ont bénéficié d'aucune forme de reconnaissance des violations des droits qu'elles ont subies et n'ont pas eu accès aux informations ou aux procédures à suivre pour demander l'ouverture d'une enquête. Elles seraient en outre privées de tout contact avec des institutions telles que la Commission d'arbitrage, l'IER ou le CCDH, et ne seraient donc pas en mesure de déposer plainte ou d'obtenir réparation, comme l'ont fait les personnes vivant dans le territoire du Sahara occidental.

103. D'après une autre source, la découverte faite par l'équipe de médecins légistes a mis en lumière les limites de l'IER et de l'action menée par le CCDH pour faire la lumière sur les centaines de disparitions forcées survenues au Maroc et au Sahara occidental, et fait valoir la nécessité de mener de nouvelles enquêtes indépendantes, impartiales et approfondies. La même source affirme d'autre part que l'IER accroît le sentiment de marginalisation des Sahraouis du fait de son incapacité à remédier aux violations particulièrement étendues dont ils font l'objet, à reconnaître que la région souffre d'une façon disproportionnée et à rétablir la confiance chez les victimes, les familles et les organisations de la société civile au Sahara occidental.

Observations

104. Le Groupe de travail souhaiterait remercier le Gouvernement des informations communiquées.

24. Namibie

Informations émanant de sources

105. Des sources ont communiqué des informations sur 3 cas en suspens. 1 cas a ainsi pu être élucidé.

Élucidation

106. Suite aux informations communiquées par les sources, le Groupe de travail a décidé de considérer 1 cas comme élucidé.

25. Népal

Actions urgentes

107. Le 28 août 2013, le Groupe de travail a transmis 1 cas concernant M. **Dasarath Yadav**, qui aurait été enlevé à son domicile le 20 juin 2013 par des policiers népalais et indiens. Conformément aux méthodes de travail du Groupe, le Gouvernement indien a reçu une copie de ce cas.

26. Pakistan

Actions urgentes

108. Le 5 août 2013, le Groupe de travail a porté 1 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure d'action urgente. Il concernait M. **Bijjar Ahmed**, qui aurait été enlevé le 24 juin 2013 par des agents du renseignement pakistanais au poste de contrôle de Karobi, à proximité de la zone Rabi de Dera Allah Yar (Balouchistan), alors qu'il rentrait en bus chez lui dans le Sind.

109. Ce cas a par la suite été élucidé à partir des informations fournies par les sources.

Procédure ordinaire

110. Le Groupe de travail a porté 11 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure ordinaire.

111. Le premier cas concernait M. **Muhammad Ramzan Quraish**, qui aurait été enlevé le 24 juillet 2010 par un policier et des individus en civil, qui appartiendraient au Renseignement militaire ou au Service de renseignement inter-armées, au point zéro Uthal près d'un arrêt d'autobus alors qu'il attendait le bus.

112. Le deuxième cas concernait M. **Zafarullah Bangulzai**, qui aurait été enlevé le 13 juillet 2010 à Quim Khan Baduzai, dans un village de Dasht Tehsil, Mastung (district de Mastung), par des gardes frontière armés en uniforme et des agents du renseignement masqués en civil.

113. Le troisième cas concernait M. **Abdul Wahid**, qui aurait été enlevé à son domicile le 2 juin 2010 à minuit par une cinquantaine d'agents en uniforme qui appartiendraient aux gardes frontière.

114. Le quatrième cas concernait M. **Dad Muhammad**, qui aurait été enlevé à son domicile le 2 juin 2010 à minuit par une cinquantaine d'agents en uniforme qui appartiendraient aux gardes frontière. Les auteurs de l'enlèvement seraient arrivés dans des véhicules officiels.

115. Le cinquième cas concernait M. **Farmanullah**, qui aurait été enlevé le 26 juin 2010 à Jafar Abad Killi, Shah Dazai, Sha Jee Hôtel (Quetta), par des individus qui appartiendraient aux services du renseignement.

116. Le sixième cas concernait M. **Sahib Khan**, qui aurait été enlevé le 7 mars 2010 par des individus qui appartiendraient aux gardes frontière.

117. Le septième cas concernait M. **Manzoor Ahmed**, qui aurait été enlevé le 26 mars 2010 au marché Shahwani de Killi Kachi Bay, près de la Maison Haq Baho, Seryab (Quetta), par des individus qui appartiendraient aux gardes frontière.

118. Le huitième cas concernait M. **Zubirahmed Baloch**, qui aurait été enlevé le 5 mai 2011 dans la région de Boodaeg Kaur, Mand (Balouchistan), par des individus qui appartiendraient aux gardes frontière.

119. Le neuvième cas concernait M. **Hameed Baloch**, qui aurait été enlevé à son domicile dans la nuit du 20 avril 2011 par des individus qui appartiendraient aux gardes frontière.

120. Le dixième cas concernait M. **Mazar Khan**, qui aurait été enlevé le 19 décembre 2009 près de la gare de Killi Mafzal, Noshki, par des agents du renseignement militaire en civil.

121. Le onzième cas concernait M. **Ghaffar Abdul Ghaffoor Mengal**, qui aurait été enlevé alors qu'il rentrait chez lui le 20 décembre 2009 par des individus qui appartiendraient aux gardes frontière.

Informations reçues du Gouvernement

122. Le 11 octobre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication demandant des informations sur 1 cas en suspens.

Informations émanant d'autres sources

123. Des sources ont communiqué des informations sur 2 cas en suspens, ce qui a permis d'élucider les 2 cas.

Élucidation

124. Suite aux renseignements fournis par les sources, le Groupe de travail a décidé de considérer 2 cas comme élucidés.

27. Pérou

Actions urgentes

125. Le 2 août 2013, le Groupe de travail a transmis 1 cas, concernant M. **Bruno Carlos Schell**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 4 juin 2013 en face du restaurant Salto del Fraile, près des falaises surplombant la mer à Chorrillos, zone non peuplée de la région de Lima. D'après la source, des agents du Bureau de la sécurité des citoyens de Miraflores (antenne de Serenazgo) pourraient être responsables de la disparition présumée de M. Schell. Conformément aux méthodes de travail du Groupe, une copie de ce cas a été adressée au Gouvernement argentin.

Informations reçues du Gouvernement

126. Le Groupe de travail a continué d'analyser les informations qui avaient été communiquées par le Gouvernement le 11 juillet 2011. Les informations concernant 25 cas en suspens ont été examinées et n'ont pas été jugées suffisantes pour élucider ces cas.

28. Fédération de Russie

Appels urgents

127. Le 5 novembre 2013, le Groupe de travail a transmis un appel urgent concernant la situation de M^{me} **Nadezhda Tolokonnikova**, notamment des allégations selon lesquelles ni sa famille ni ses représentants légaux ne savaient où elle était détenue.

29. Arabie saoudite

Informations émanant de sources

128. Des sources ont communiqué des informations sur 1 cas en suspens, qui a ainsi pu être élucidé.

Élucidation

129. Suite aux renseignements fournis par les sources, le Groupe de travail a décidé de considérer 1 cas comme élucidé.

30. Sénégal

Informations reçues du Gouvernement

130. Le 1^{er} octobre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant 1 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ce cas.

Informations émanant d'autres sources

131. Des sources ont communiqué des informations sur 1 cas en suspens.

31. Espagne

Procédure ordinaire

132. Le Groupe de travail a transmis 1 cas, concernant **M. Teófilo Alcorisa Monleón**, qui aurait été vu pour la dernière fois en avril 1947 à Utiel, dans la province de Cuenca (Espagne). D'après la source, la Garde civile pourrait être responsable de sa disparition présumée.

32. Sri Lanka

Procédure ordinaire

133. Le Groupe de travail a porté 7 cas à l'attention du Gouvernement selon sa procédure ordinaire.

134. Le premier cas concernait **M. Subramaniam Sodmivadivel**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 4 décembre 2007 à Uranee, Batticaloa, dans la province orientale de Sri Lanka. D'après la source, des agents du renseignement du camp militaire dit «Tooth Powder Camp» pourraient être responsables de sa disparition présumée.

135. Le deuxième cas concernait **M. Nagamuthu Sripavan**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 24 avril 2006 à Madduvil Nord, près du temple de Panrithalaichchi Amman, route de Puttur-Chavakachcheri (Chavakachcheri). D'après les informations reçues, M. Sripavan serait parti travailler en moto et aurait été stoppé et arrêté par les forces de sécurité à Madduvil nord, zone alors intégralement contrôlée par l'armée.

136. Le troisième cas concernait **M. Sukirthan Patkunathan**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 13 février 2007, route de Karli Kovil, à Thirunelveli (Jaffna). D'après les informations reçues, des militaires du camp d'Urelu seraient responsables de la disparition présumée de M. Patkunathan.

137. Les quatrième et cinquième cas concernaient M. **Vishnukamar Nadesamoorthy**, dit aussi Paheerathan, et M. **Thevalingam Ambalanatham**, qui auraient été vus pour la dernière fois le 18 mai 2009 à Vettuvahal, dans le district de Mullaitivu. D'après les informations reçues, avant sa disparition présumée, M. Nadesamoorthy se serait rendu à l'armée sri-lankaise avec environ 80 autres membres des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) à Vettuvahal.

138. Le sixième cas concernait M. **Sivarajasingham Valli**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 17 mai 2009 à Vettuvahal, dans le district de Mullaitivu. D'après les informations reçues, M. Valli, avec d'autres cadres du LTTE, se serait rendu à l'armée sri-lankaise à Vettuvahal.

139. Le septième cas concernait M. **Thushishanker Kandasamy**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 17 mai 2009 à Vettuvahal, dans le district de Mullaitivu. D'après les informations reçues, M. Kandasamy était blessé et aurait été remis à l'armée sri-lankaise à Vettuvaha, avec 20 autres blessés.

Informations reçues du Gouvernement

140. Le 11 mars 2013, le Gouvernement a transmis une réponse à l'allégation générale envoyée en mai 2011 concernant les sérieux obstacles rencontrés à Sri Lanka dans l'application de la Déclaration pendant la dernière phase de la guerre contre le LTTE (de 2006 à 2009). Dans sa réponse, le Gouvernement a indiqué ce qui suit:

Il ne saurait répondre aux allégations de caractère général sans recevoir des précisions sur les cas présumés de disparition, torture, etc....

Un Groupe de travail interministériel a été établi pour vérifier les cas de disparition présumée... Des renseignements sur ces cas ont été fournis dans le rapport national présenté par Sri Lanka dans le cadre de l'EPU de 2012. Le Gouvernement a pris des mesures pour enquêter sur tous les cas signalés de disparition présumée, notamment sur ceux qui se rapportent à la dernière phase du conflit... Un Comité de travail interinstitutions a également été nommé et travaille en permanence pour vérifier les cas mentionnés. Il mène de nouvelles enquêtes sur les allégations restantes. En outre ... un Comité de travail dirigé par un inspecteur général de police adjoint a également été nommé pour mener des vérifications sur le terrain en vue d'établir la vérité sur les présents faits.

141. Le 16 octobre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant 3 cas en suspens. Compte tenu des informations communiquées par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé, à sa 101^e session, d'appliquer la règle des six mois pour 1 cas. En ce qui concerne les autres cas, les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour les élucider.

Informations émanant d'autres sources

142. Des sources ont fourni des informations sur 1 cas en suspens.

Élucidation

143. Sur la base des informations communiquées par le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé de considérer 3 cas en suspens comme élucidés suite à l'expiration du délai prescrit par la règle des six mois.

Observations

144. Le Groupe de travail souhaiterait remercier le Gouvernement de sa réponse à l'allégation générale. Il prend note des divers efforts déployés par le Gouvernement pour enquêter sur les cas de disparition forcée présumée. À cet égard, il encourage le

Gouvernement sri-lankais à poursuivre ses enquêtes sur tous les cas de disparition forcée présumée et rappelle que, comme le dispose l'article 13 de la Déclaration, les faits de disparition forcée doivent être dénoncés devant «une autorité de l'État compétente et indépendante», laquelle «procède immédiatement et impartialement à une enquête approfondie», et qu'«une enquête doit pouvoir être menée [...] tant qu'on ne connaît pas le sort réservé à la victime d'une disparition forcée».

33. Soudan

Appels urgents

145. Le 17 octobre 2013, le Groupe de travail a transmis un appel urgent concernant des violations présumées des droits de l'homme, notamment un recours très répandu à la détention au secret suite aux manifestations qui ont eu lieu dans plusieurs villes du Soudan.

Informations reçues du Gouvernement

146. Le 22 août 2013, le Gouvernement a transmis une réponse à un appel urgent envoyé le 16 avril 2013 concernant la détention au secret de MM. **Hatim Ali Mohammed** et **Sharf Eldein Tia**, et des allégations selon lesquelles on ignorait leur sort et le lieu où ils se trouvaient. Dans sa réponse, le Gouvernement a indiqué que M. Tia n'avait jamais été arrêté par des agents de la sécurité nationale ou de toute autre force de l'ordre. En ce qui concerne M. Hatim Ali Mohammed, le Gouvernement a indiqué qu'il avait «été arrêté le 25 mars 2013 car il existait des indices convaincants de violation de certains articles de la loi de 1991 relative au Code pénal. ... M. Hatim Ali a été remis en liberté le 25 avril 2013.».

Observations

147. Le Groupe de travail souhaiterait remercier le Gouvernement de sa réponse à l'appel urgent conjoint et se félicite d'apprendre que M. Hatim Ali a été libéré le 25 avril 2013. En ce qui concerne les allégations selon lesquelles le sort de M. Tia serait inconnu, le Groupe de travail tient à rappeler l'article 13 de la Déclaration, qui dispose que «lorsqu'il existe des raisons de croire qu'une personne a été victime d'une disparition forcée, l'État défère sans délai l'affaire à [l'autorité compétente] pour qu'elle ouvre une enquête».

34. République arabe syrienne

Actions urgentes

148. Le Groupe de travail a transmis 4 cas selon sa procédure d'action urgente.

149. Le 2 octobre 2013, le Groupe de travail a transmis 1 cas, concernant M^{me} **Dania Yakoub**, qui aurait été enlevée le 7 août 2013 à un poste de contrôle officiel par des agents des services de sécurité (le *mukhabarat*). Ce cas a été ultérieurement élucidé à partir des informations communiquées par les sources.

150. Le 18 octobre 2013, le Groupe de travail a transmis 1 autre cas, concernant M^{me} Safi Farah, qui aurait été arrêtée le 12 août 2013 par des «agents de la sécurité d'État» à l'hôpital de services caritatifs et sociaux (hôpital Al-birr) de Homs.

151. Le 13 novembre 2013, le Groupe de travail a transmis une troisième communication, qui portait sur 2 cas. Le premier cas concernait M^{me} **Marwa Tuffaha**, qui aurait été enlevée le 4 octobre 2013 à son domicile de Rouk al-Deen (Damas) par des agents du Service de sécurité des forces aériennes. Le second cas concernait M. **Muhammad Tuffaha**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 26 octobre 2013 au poste de contrôle d'Al-Thawra avec des agents du service de sécurité des forces aériennes.

Procédure ordinaire

152. Le Groupe de travail a transmis 1 cas, concernant M. **Hussam Youssef**, qui aurait été vu pour la dernière fois début avril 2013 au Centre de formation initiale contrôlé par le Service du renseignement aérien, près du village de Najhah, situé le long de la route menant à l'aéroport international de Damas (route Damas – As-Suwayda).

Appels urgents

153. Le 16 août 2013, le Groupe de travail a transmis un appel urgent concernant la disparition forcée présumée de MM. **Bassam Bahrah** et **Sameeh Bahrah**.

154. Le 29 août 2013, le Groupe de travail a transmis un autre appel urgent concernant la disparition forcée présumée de MM. **Youssef Abdelke** et **Adnan al-Dibs**, ainsi que l'arrestation présumée de M. **Toufiq Umran**. Les trois hommes sont membres du Conseil national de coordination pour le changement démocratique et ont récemment signé une déclaration appelant à un changement démocratique pacifique en République arabe syrienne. M. Abdelke a également critiqué certaines décisions du Gouvernement syrien dans les médias.

Informations émanant d'autres sources

155. Des sources ont communiqué des informations sur 3 cas en suspens, à la suite de quoi 2 cas ont été élucidés.

Élucidation

156. Suite aux informations communiquées par les sources, le Groupe de travail a décidé de considérer 2 cas comme élucidés.

Observations

157. Le Groupe de travail est profondément préoccupé par les nouveaux cas de disparition forcée signalés en République arabe syrienne. À cet égard, il tient à rappeler les articles 2 et 3 de la Déclaration, selon lesquels «aucun État ne doit commettre, autoriser ou tolérer des actes conduisant à des disparitions forcées» (art. 2, par. 1) et «tout État prend des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres mesures efficaces pour prévenir et éliminer les actes conduisant à des disparitions forcées, sur tout territoire relevant de sa juridiction» (art. 3).

35. Tadjikistan

Informations reçues du Gouvernement

158. Le 7 février et le 13 juin 2013, le Gouvernement a transmis 2 communications concernant 4 cas en suspens. Compte tenu des informations fournies le Gouvernement, le Groupe de travail a décidé, à sa 101^e session, d'appliquer la règle des six mois pour 1 cas. En ce qui concerne les autres cas, les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour les élucider.

36. Thaïlande

Procédure ordinaire

159. Le Groupe de travail a transmis 2 cas, concernant M^{me} **Oy-Napha Sukprasong** et son assistante, M^{me} **Wantana Taksima**, qui auraient été enlevées le 2 décembre 2004 par des policiers.

Informations émanant de sources

160. Des sources ont fourni des informations sur 1 cas en suspens.

37. Togo

Informations reçues du Gouvernement

161. Le 6 septembre 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant 1 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ce cas.

38. Turquie

Procédure ordinaire

162. Le Groupe de travail a transmis 2 cas selon sa procédure ordinaire.

163. Le premier cas concernait M. **Abdulkali Birlik**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 29 mars 1995; peu après, il est parti pour le centre de Kiziltepe avec des membres de sa famille qui venaient d'être libérés de prison. D'après les informations reçues, M. Birlik aurait été enlevé par des forces étatiques.

164. Le second cas concernait M. **Mehmet Selim Orhan**, qui aurait été enlevé le 24 mai 1994 par des forces étatiques après une descente effectuée dans son village par la brigade de commando de Bolu.

Informations reçues du Gouvernement

165. Les 5 et 11 juillet 2013, le Gouvernement a transmis 2 communications concernant 47 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour les élucider.

39. Ukraine

Informations reçues du Gouvernement

166. Le 1^{er} juillet 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant 4 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour les élucider.

40. Émirats arabes unis

Actions urgentes

167. Le 26 juillet 2013, le Groupe de travail a transmis 1 cas, concernant M. **Ibrahim Abdel Magid Hassanin al-Sanhury**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 19 juin 2013. D'après la source, M. Al-Sanhury a quitté son domicile après avoir reçu un appel téléphonique d'un agent de sécurité local le convoquant dans un endroit inconnu.

168. Ce cas a été ultérieurement élucidé à partir des informations fournies par les sources.

Informations reçues du Gouvernement

169. Le 26 mars 2013, le Gouvernement a transmis une réponse à un appel urgent envoyé le 7 novembre 2012 concernant l'arrestation et la détention massives présumées de défenseurs des droits de l'homme, de juges et d'avocats, notamment des allégations selon lesquelles on ne savait pas ce qu'il était advenu de MM. **Ahmad Gaith al-Suwaidi, Rashid Mohamed Abdulla al-Roken, Abdullah al-Hajiri, Juma Darwish al-Felassi, Ali Saaed al-Kindi et Khamis Saaed al-Sam al-Zyoudi**. Dans sa réponse, le Gouvernement a indiqué ce qui suit: «Toutes les personnes accusées mentionnées dans le rapport en question sont soupçonnées d'infractions visées par le Code pénal fédéral et la loi sur la technologie de l'information. Le ministère public a décidé de les placer en détention préventive après les avoir interrogées, dans le plein respect des garanties légales.».

Informations émanant d'autres sources

170. Des sources ont communiqué des informations sur 1 cas en suspens, ce qui a permis d'élucider ce cas.

Élucidation

171. Suite aux informations fournies par les sources, le Groupe de travail a décidé de considérer 1 cas comme élucidé.

Observations

172. Le Groupe de travail souhaiterait remercier le Gouvernement de sa réponse à l'appel urgent conjoint.

41. Uruguay

Informations reçues du Gouvernement

173. Le 25 juillet 2013, le Gouvernement a répondu à l'allégation générale qui lui avait été adressée le 14 mai 2013 concernant le classement et le classement potentiel, du fait d'arrêts de la Cour suprême de justice jugeant inconstitutionnels les articles 2 et 3 de la loi n° 18.831 (loi relative à l'action publique), de certaines affaires judiciaires relatives à des disparitions forcées, des actes de torture et des exécutions perpétrés pendant la période de la dictature en Uruguay. Les articles en question permettaient d'enquêter sur les crimes commis pendant la dictature et d'en inculper les auteurs.

174. Le Gouvernement a rappelé qu'après le rétablissement de la démocratie, de nombreuses victimes de violations des droits de l'homme et membres de leur famille avaient intenté des actions pénales devant diverses instances judiciaires. Toutefois, il a fait observer que l'entrée en vigueur de la loi n° 15.848, ou loi relative à l'extinction de l'action publique (loi de prescription), a entravé le fonctionnement de la justice.

175. Le Gouvernement a indiqué les mesures qui avaient été prises pour remédier à cette situation. À cet égard, il a noté que la Cour suprême de justice avait déclaré inconstitutionnels les articles 2 et 3 de la loi n° 18.831. Il a fait observer que bien que l'inconstitutionnalité ait été déclarée dans une affaire précise, selon la jurisprudence de la Cour suprême en l'occurrence, la loi instituant le crime de disparition forcée ne s'appliquait pas rétroactivement aux actes commis pendant la dictature militaire. Le Gouvernement craignait que cela n'autorise le maintien de la prescription pour de tels crimes et que cette jurisprudence s'applique à d'autres affaires.

176. Le Gouvernement a également transmis 1 communication de la Cour suprême répondant aux questions posées dans l'allégation générale. La Cour a indiqué qu'elle n'avait pas établi de prescription pour les crimes commis pendant la dictature militaire. Dans les cas évoqués dans l'allégation générale, la Cour suprême s'était bornée à examiner la constitutionnalité des articles contestés de la loi n° 18.831, et la majorité de ses membres avaient conclu que les articles 2 et 3 ne s'appliquaient pas à ces cas. Mais la Cour a souligné qu'elle n'avait pas examiné, dans ces cas, la question de l'application de la prescription. Elle a déclaré que cette question devait être réglée en toute indépendance par les instances compétentes.

177. La Cour suprême a d'autre part affirmé qu'il était inexact de dire que ses décisions concernant les crimes commis avant mars 1985 vouaient à l'échec toutes les enquêtes pénales parce qu'elle ne les considérait pas comme des crimes contre l'humanité et ne reconnaissait pas la non-applicabilité de la prescription, puisque cela rétablirait de fait les effets de la loi de prescription.

178. La Cour suprême a en outre déclaré que cette dernière loi n'avait actuellement aucun effet car elle avait été déclarée contraire à la Constitution par la Cour suprême elle-même dans un arrêt de 2009.

179. De plus, la Cour suprême a rappelé qu'elle n'avait décidé le classement d'aucune affaire ni prononcé de prescription dans ces affaires.

180. S'agissant de l'état actuel des enquêtes judiciaires, la Cour suprême a précisé qu'il ne lui appartenait pas de suivre les enquêtes pénales en question.

181. Parallèlement à la transmission de la réponse de la Cour suprême, le Gouvernement a fait observer que la réouverture d'enquêtes dépendrait de la décision des juges concernés.

182. S'agissant de la recherche des corps des personnes disparues, le Gouvernement a indiqué que l'action publique avait été rétablie à l'article premier de la loi n° 18.831. Il a expliqué que la décision de la Cour n'avait en fait pas été un problème pour beaucoup de procureurs ou juges, qui avaient poursuivi les procédures judiciaires en utilisant d'autres dispositifs et normes juridiques leur permettant de surmonter les obstacles rencontrés. En outre, le Gouvernement a confirmé qu'il appuierait le pouvoir judiciaire en vue de favoriser le progrès des enquêtes.

Observations

183. Le Groupe de travail souhaiterait remercier le Gouvernement de sa réponse à l'allégation générale. À cet égard, il tient à rappeler l'article 18, paragraphe 1, de la Déclaration, selon lequel «les auteurs et les auteurs présumés d'actes [de disparition forcée] ne peuvent bénéficier d'aucune loi d'amnistie spéciale ni d'autres mesures analogues qui auraient pour effet de les exonérer de toute poursuite ou sanction pénale». Le Groupe de travail souhaiterait également rappeler que l'application de la prescription lorsque le crime de disparition forcée se poursuit ou que la pratique de la disparition forcée constitue un crime contre l'humanité devrait être considérée comme contraire à la Déclaration¹. Au paragraphe 5 de son Observation générale n° 9 (2010) sur la disparition forcée en tant que crime continu, le Groupe de travail a souligné que «le caractère continu de la disparition forcée a notamment pour conséquence qu'il est possible de condamner une personne pour un acte conduisant à une disparition forcée en invoquant un instrument juridique qui a été adopté après le début de la disparition forcée, nonobstant le principe fondamental de non-rétroactivité. Le crime ne peut pas donner lieu à une disjonction et la condamnation doit porter sur l'ensemble de l'acte conduisant à une disparition forcée.».

¹ Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, Observation générale n° 6 (2005) concernant l'article 18 de la Déclaration, par. 3 a) et b).

Dans son Observation générale n° 10 (2010) sur le droit à la vérité dans le contexte des disparitions forcées, le Groupe de travail a souligné que l'État est «tenu d'enquêter jusqu'à ce que la lumière ait été faite sur le sort réservé à la personne disparue et que sa trace ait été retrouvée» (par. 5).

42. Ouzbékistan

Informations reçues du Gouvernement

184. Le 2 juillet 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant 7 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ces cas.

Informations émanant d'autres sources

185. Des sources ont communiqué des informations sur 3 cas en suspens.

43. Venezuela (République bolivarienne du)

Informations reçues du Gouvernement

186. Le 1^{er} juillet 2013, le Gouvernement a transmis 1 communication concernant 10 cas en suspens. Les renseignements fournis n'ont pas été jugés suffisants pour élucider ces cas.

44. Yémen

Actions urgentes

187. Le 19 septembre 2013, le Groupe de travail a transmis 1 communication concernant 3 cas, respectivement le cas de M. **Hareth al-Jaradi**, âgé de moins de 18 ans, qui aurait été enlevé le 24 juillet 2013 à l'entrée de son lieu de travail, à Shumailah, par des individus armés en civil; et les cas de ses deux frères, à savoir M. **Abdullah al-Jaradi** et M. **Hamza al-Jaradi**, également âgés de moins de 18 ans, qui auraient été enlevés le 22 août 2013 par des individus armés qui seraient membres de l'armée et de la police. D'après les informations reçues, ces enlèvements auraient été ordonnés par un officier de l'armée en rapport avec un différend opposant la tribu des victimes et ledit officier.

Procédure ordinaire

188. Le Groupe de travail a transmis 2 cas selon sa procédure ordinaire.

189. Le premier cas concernait M. **Muhamad Ahmad Abdul Aziz al-Hindi**, qui aurait été enlevé le 19 août 2011 par des agents suspectés d'appartenir au service national de sécurité, dans des rues écartées de la ville d'Al-Hota.

190. Le second cas concernait M. **Ahmed Ghanem Maarouf al-Masraba**, qui aurait été vu pour la dernière fois le 17 décembre 1981 après avoir quitté son domicile pour se rendre aux autorités au Yémen du nord.